



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES
Direction des affaires financières et de la politique d'achat
Pôle des Achats
2, rue du Thabor
CS 46510
35043 RENNES CEDEX

CCAP numéro : 2025067AOS

établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

**Prestations d'hygiène, propreté des locaux et vitrerie
pour l'Université de Rennes, sur les sites des campus
rennais, de la Station biologique de Paimpont, de l'IUT
Saint-Brieuc et de l'ENSSAT de Lannion**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application du code de la commande publique
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5

- Version établie en date du 19/12/2025

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DELAIS D'EXECUTION	5
1.3 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
1.4 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.5 FORME DU MARCHÉ	6
1.6 RESERVATIONS DE MARCHÉ LOTS 02, 03, ET 06	6
1.7 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE LOT 01	6
1.8 OBLIGATION D'EMPLOI	10
1.9 OBLIGATION DE REPRISE DU PERSONNEL	10
1.10 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	10
1.11 RECONNAISSANCE DES LIEUX	10
1.12 DUREE DU MARCHÉ	11
1.13 SOUS-TRAITANCE	11
1.13.1 SOUS-TRAITANCE DIRECTE	11
1.13.2 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE	11
1.14 MARCHÉ COMPLEMENTAIRE POUR REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	11
2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	11
2.1 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	11
2.1.1 PIECES GENERALES	11
2.1.2 PIECES PARTICULIERES	12
2.2 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	12
3. EVOLUTION DES PRESTATIONS	12
4. CLAUSE DE REEXAMEN	12
5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	13
5.1 DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	13
5.2 ORGANISATION DU PRESTATAIRE	13
5.2.1 EFFECTIFS	13
5.2.2 ENCADREMENT DU PERSONNEL	14
5.2.3 CALENDRIER MENSUEL DES PRESTATIONS	14
5.2.4 ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS	14
5.2.5 LOCAUX, MATERIELS ET PRESTATIONS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	14
5.2.6 SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL	14
5.2.7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
5.3 DESIGNATION D'INTERLOCUTEURS PRIVILEGIES	15
5.4 MODALITES DE COMMANDE	15
5.5 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR	15
5.6 PRESTATIONS NON PREVUS AU CONTRAT	16

6. PRIX ET REGLEMENT	16
6.1 FORME DES PRIX	16
6.1.1 POUR LES LOTS 1 ET 4	16
6.1.2 POUR LE LOT 2	16
6.1.3 POUR LE LOT 3	16
6.1.4 POUR LES LOTS 5 ET 6	16
6.1.5 REFACTION SUR FACTURE	16
6.2 CONTENU DES PRIX DU TITULAIRE	16
6.3 PRIX NOUVEAU	16
6.4 VARIATION DANS LES PRIX	17
6.4.1 TYPE DE VARIATION	17
6.4.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	17
6.4.3 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	17
6.4.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE	17
6.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	17
6.6 MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES	17
6.6.1 PAIEMENTS	17
6.6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
6.6.3 FACTURATION ELECTRONIQUE	18
6.6.4 MODALITES DE FACTURATION	18
6.7 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS	18
6.7.1 CO-TRAITANTS	18
6.7.2 SOUS-TRAITANTS	18
6.8 DELAI DE PAIEMENT	18
6.9 INTERETS MORATOIRES	19
7. RECEPTION ET GARANTIES	19
7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	19
7.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION	19
7.3 DECISION APRES VERIFICATION	19
7.4 ADMISSION DES PRESTATIONS	19
7.5 TRANSFERT DE PROPRIETE	19
7.6 GARANTIES CONTRACTUELLES	19
8. PLANNING DES INTERVENTION PROGRAMMEES	19
9. PENALITES	19
9.1 GENERALITES SUR LES PENALITES	19
9.2 PENALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS	20
9.2.1 DEFAUT DE PRESTATION TOUS LOTS : (85 € HT)	20
9.2.2 ABSENCE DE PRESTATION TOUS LOTS : (150 € HT)	20
9.2.3 APPROVISIONNEMENT EN CONSOMMABLE TOUS LOTS : (50 € HT)	20
9.2.4 DEFAUT DE TENUE IDENTIFIEE TOUS LOTS : (50 € HT)	20
9.2.5 PENALITES DE NON-REALISATION DE L'OBJECTIF D'INSERTION SOCIALE (LOT 1)	20
9.3 TRAVAIL DISSIMULE	21
9.4 ABSENCE DE PORT DU BADGE	21
9.5 NON-RESPECT DE L'INTERDICTION DE FUMER	21

<u>10.</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>21</u>
<u>11.</u>	<u>ASSURANCES</u>	<u>21</u>
11.1	ASSURANCES DU TITULAIRE	21
11.2	ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE	21
<u>12.</u>	<u>CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES</u>	<u>21</u>
12.1	CONFIDENTIALITE	21
12.2	PROPRIETE INTELLECTUELLE	22
12.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	22
<u>13.</u>	<u>DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE</u>	<u>22</u>
<u>14.</u>	<u>REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES</u>	<u>22</u>
<u>15.</u>	<u>DEROGATION CCAG FCS</u>	<u>23</u>

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses et Administratives Particulières, désigné ci-après en abrégé par les initiales CCAP a pour objet la définition des prescriptions générales qui sont applicables au présent marché (ci-après le « Marché »).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la prestation ci-dessous désignée :
Prestation d'hygiène et de propreté des locaux

Les éléments techniques de la prestation sont détaillés dans le CCTP relatif à chacun des lots.

Le présent appel d'offres européen concerne 6 accords-cadres à bons de commande afin d'assurer les prestations de propreté et de nettoyage courant des locaux à usage de bureaux, salles de cours, amphithéâtres, bibliothèques, ateliers pédagogiques, salles de TP et salles de sport (y compris circulations, sanitaires et locaux techniques) pour l'ensemble des sites de l'Université (bâtiments et locaux d'enseignement et recherche).

Cette consultation concerne la mise à disposition d'unités d'œuvre de manière forfaitaire suivant le périmètre défini pour chacun des lots dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et leurs annexes pour les prestations de nettoyage ordinaire à effectuer de manière quotidienne, ainsi des prestations particulières unitaires sur demande des responsables de campus (vitrierie, décapage, métallisation, shampoing moquette, etc).

Lieu d'exécution des prestations et référents :

N° de site	Désignation	Adresse
00	Campus de Rennes : Beaulieu Campus Scientifique et Technologique de Beaulieu	263 avenue du général Leclerc CS 74205 35042 Rennes
17	Campus de Rennes : Beaulieu IUT de Rennes	3 Rue du Clos Courtel CS 20602 35706 Rennes CEDEX 7
01	Campus de Rennes : Villejean Campus Santé de Villejean	2 Avenue du Professeur Léon Bernard CS 34317 35043 Rennes CEDEX
02	Campus de Rennes : Centre - Thabor Présidence de l'Université de Rennes	2 rue du Thabor CS46510 35065 Rennes
03	Campus de Rennes : Centre - Jean-Macé Faculté de droit et sciences politiques	9 rue Jean Macé CS 54203 35708 Rennes CEDEX 7
03	Campus de Rennes : Centre - Jean-Macé IGR-IAE	11 rue Jean Macé CS 70803 35708 Rennes CEDEX 7
04	Campus de Rennes : Centre - Hoche Faculté des Sciences Economiques	7 place Hoche CS 86514 35065 Rennes CEDEX 7
91	Cité Internationale	1 Place Paul Ricœur 35000 Rennes
21	IUT de Saint-Brieuc	18 rue Henri Wallon B.P. 406 22004 Saint Brieuc
20	ENSSAT de Lannion	6 rue de Kerampont CS 80518 22305 Lannion
07	Station Biologique de Paimpont	Beauvais 35380 Paimpont

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés susvisés de la présente consultation est le :

CCAG « Fournitures Courantes et de Services » (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

La description des équipements et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) annexé au présent CCAP.

1.2 DELAIS D'EXECUTION

Le titulaire s'engagera sur les délais d'exécution définis au CCTP et dans ses annexes.

En cours d'exécution du marché, lorsque les circonstances l'exigent, l'administration se réserve la possibilité de demander une modification des délais initialement arrêtés, en informant le titulaire des modifications souhaitées, dans la forme prévue pour les notifications et communications de l'administration.

1.3 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Prestations forfaitaires

Les prestations d'hygiène, de propreté et de nettoyage courant, définies au CCTP, sont rémunérées sous forme forfaitaire. Elles sont réputées engagées dès la notification du marché et ne nécessitent pas l'émission d'un bon de commande spécifique.

Prestations particulières

Les prestations particulières unitaires ou optionnelles (vitrierie, décapage, métallisation, shampoing moquette, etc.), déclenchées à la demande des responsables de campus, donnent lieu à l'émission de bons de commande.

Ces prestations sont rémunérées sur la base du bordereau des prix unitaires ou, le cas échéant, de devis préalablement acceptés par la personne publique.

Forme des notifications et communications des Bons de Commandes et Ordres de Service

En complément de l'article 3.1 du CCAG, la notification d'une décision ou communication peut être faite par ordre de service. Les ordres de service sont écrits, et pourront être notifiés au titulaire par voie électronique.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication d'un bon de commande ou d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours décomptés conformément aux articles 3.7 et 3.8 du CCAG.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre du marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Chaque bon de commande comporte à minima :

- la référence du marché ;
- le numéro du lot ;
- la désignation de la prestation commandée ;
- la signature de la personne désignée à cet effet ;
- le montant hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le montant toutes taxes comprises.

Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis par voie électronique.

Conformément aux articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG-FCS, la notification des décisions, informations ou documents faisant courir un délai est effectuée par tout moyen permettant d'établir de manière certaine la date de réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties. **L'envoi d'un courrier électronique avec accusé-réception est un moyen conforme de notification.**

Émission des bons de commande

L'émission des bons de commande peut intervenir jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.4 DECOMPOSITION DU MARCHE

La prestation fait l'objet de **six (6)** lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- **LOT 01 : Campus de Beaulieu, Villejean, et Centre**
- **LOT 02 : Marché réservé Thabor et Cité Internationale**
- **LOT 03 : Marché réservé vitrerie**
- **LOT 04 : Station Biologique de Paimpont**
- **LOT 05 : IUT de Saint-Brieuc**
- **LOT 06 : Marché réservé ENSSAT de Lannion**

1.5 FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et intégrant un maximum, conformément à l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique.

Les maximums sont définis par lot et pour la durée maximale comme suivant :

- **LOT 1 – Campus de Beaulieu, Villejean, et Centre : 20 millions d'euros HT ;**
- **LOT 2 – Marché réservé Thabor et Cité Internationale : 200 000 euros HT**
- **LOT 3 – Marché réservé vitrerie : 400 000 euros HT**
- **LOT 4 – Station Biologique de Paimpont : 200 000 euros HT**
- **LOT 5 – IUT de Saint-Brieuc : 500 000 euros HT ;**
- **LOT 6 – Marché réservé ENSSAT de Lannion : 800 000 euros HT ;**

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande intégrant des prestations à prix mixtes.

Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande successifs, pendant la durée d'exécution des prestations, suivant les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.6 RESERVATIONS DE MARCHE LOTS 02, 03, ET 06

Afin de promouvoir l'emploi et l'activité des personnes handicapées et de combattre l'exclusion, l'Université de Rennes applique les dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en **réservant le présent marché objet de cette consultation à une Entreprise Adaptée (EA) ou un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail).**

Ainsi, **le marché est réservé aux EA et aux ESAT**, conformément aux articles L.2113-12 et R.2113-7 du code de la commande publique.

L'Etat agréé en qualité d'entreprise adaptée des structures qui répondent aux critères prévus à l'article L. 5213-13-1 et suivant du code du travail.

Par voie de conséquence, les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens valant agrément seront examinés par la personne publique pour s'assurer que les candidats répondent bien au critère de réservation tel que fixé.

1.7 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE LOT 01

Condition d'exécution et critères d'attribution relatifs à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article L2111-1 du Code de la Commande Publique, qui permet la prise en compte d'enjeux de développement durable dans les achats publics, Rennes Métropole met en œuvre, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre de ses marchés, un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

C'est pourquoi, en application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le cahier des charges du présent marché, ainsi que l'acte d'engagement comportent une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté constitue un critère d'attribution du présent marché, permettant de départager les candidats selon leurs propositions afin de dépasser les exigences minimales.

1. Publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1.1 Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'ETAT :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- f) personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

1.2 Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) demandeurs d'emploi habitants les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).
- k) personnes en statut étudiant.

Cette liste n'est pas exhaustive et toute situation peut faire l'objet d'une étude d'éligibilité par le.a facilitateur.rice.

L'éligibilité du public doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et de la réalisation des heures d'insertion, en s'appuyant sur une fiche d'éligibilité transmise par le.a facilitateur.rice référent du marché, qui définit les pièces justificatives de l'éligibilité.

Quel que soit le critère administratif retenu, il est conseillé que le public des clauses sociales, dans le cadre d'une embauche directe, soit accompagné dans la résolution de ses freins à l'emploi et dans la construction de son projet professionnel (contacter le.a facilitateur.rice pour connaître les dispositifs d'accompagnement gratuits).

2. Conditions d'exécution : Lot 1

2.1 Volume d'heures de travail dédiées à l'insertion professionnelle

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs d'insertion qui sont :

Désignation des lots	Objectif d'heures de travail dédiées à l'insertion professionnelle
Lot 1 : 3 campus rennais Beaulieu-Villejean-Centre	<p>Nombre d'heures d'insertion minimum exigé</p> <p>18 000 heures d'insertion (*) sur l'ensemble du marché</p> <p>(Soit 4 500h à minima par an à titre indicatif)</p> <p>(*) 10% maximum peuvent être valorisées par des personnes en statut étudiant</p>

Précisions en cas de reprise du personnel sur un ou plusieurs lots

Si l'attributaire doit reprendre sur un lot du marché tout ou partie des salariés en application de l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, **l'acheteur public calcule la part de la clause d'insertion, non pas sur l'ensemble du marché, mais sur la partie non concernée par la reprise de personnel.** Cette pondération du volume permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires. Le nombre d'heures global du marché (H) pris en compte est donc réduit de la part du personnel transférable. Le nombre d'heures de travail réalisé par les salariés transférables sur la période est calculé à partir des annexes exigibles de reprise du personnel (tableau de reprise du personnel comprenant la liste anonymisée des agents transférables) en multipliant le nombre d'heures mensuelles mentionné par la durée de la période concernée.

2.2 Volume d'heures de formation

Parmi le volume d'heures de travail dédiées à l'insertion professionnelle, le titulaire réserve un minimum de 900 heures sur l'ensemble du marché (soit 225 heures à minima par an à titre indicatif) à une action de formation. Cette action de formation est une condition d'exécution du marché et sera réalisée pour les personnes en insertion selon l'une des 3 modalités ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : modules de formations externes à l'entreprise : formations délivrées par un organisme de formation habilité.
- 2^{ème} modalité : modules de formations internes à l'entreprise : formations délivrées par un.e salarié.e missionné.e de l'entreprise (le titulaire devra dans ce cas établir et rédiger un contenu détaillé de la formation et les périodes de formations feront l'objet d'émargement de la part du.de la salarié.e en insertion).

- 3^{ème} modalité : formations en alternance.

2.3 Modalités de tutorat

Le titulaire s'engage à porter une attention particulière au tutorat. Le maître d'ouvrage souhaite faciliter l'intégration des salarié.es en insertion en s'assurant de la mobilisation d'un.e tuteur.ice. Le tutorat se fera au minimum à travers un premier entretien d'accueil avec une grille remplie pour les salarié.es en insertion qui mentionne les éléments suivants :

- Noms et Prénoms du/des salarié/es en insertion
- Noms et Prénoms du/des tuteur/s ou tutrice/s
- Date et Heure de début et fin de l'entretien
- Résumé des points abordés (point sur activité, point sur intégration dans l'équipe, attentes sur le reste de la mission, point sur les compétences acquises ou à acquérir, etc)
- Signature des deux parties (tuteur ou tutrice et salarié.e)

3. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle :

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire notamment selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant la temporalité de l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salarié.es en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

La durée de l'éligibilité peut être réévaluée sur avis motivé du/de la facilitateur.ice et de ses partenaires de l'insertion et de l'emploi.

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du/de la facilitateur.ice pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du contrat, le titulaire est invité à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

4. Globalisation des heures d'insertion

Si le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du/de la facilitateur.ice la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Si les conditions sont remplies, la globalisation des objectifs d'insertion sera formalisée via la signature d'une convention bi-partite entre l'entreprise et ATOUT Clauses, sous réserve de validation du maître d'ouvrage.

5. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. Les objectifs d'heures de travail en insertion délégués aux entreprises sous-traitantes doivent être répartis en concertation avec le.a facilitateur.ice. Cette répartition devra être réalisée en amont du démarrage de la réalisation des heures.

Si le titulaire peut partager une partie de l'effort d'insertion (sous préconisation de 105 h minimum), il restera responsable de leurs bonnes exécutions et de la bonne remontée d'informations. Les pénalités sont supportées par le titulaire.

6. Intervention d'un.e facilitateur.trice

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un.e facilitateur.trice dont les coordonnées sont :

ATOUT Clauses pôle d'expertise en clauses sociales et marchés réservés du bassin de Rennes

Facilitateur ou Facilitatrice référente des clauses sociales

Céline KERZERHO

07 82 53 22 43

c.kerzerho@atoutclauses.fr

Le.a facilitateur.rice a pour mission de :

- Informer et accompagner le titulaire dans la mise en œuvre des clauses sociales (finalité du dispositif, public éligible, modalités de mise en œuvre, structures mobilisables, convention d'optimisation...).
- Suivre l'exécution des engagements pendant l'exécution de la prestation (animation de réunion pour le suivi, rédaction de bilans intermédiaires ...).
- Rendre compte au maître d'ouvrage de la mise en œuvre de la clause sociale tant sur le plan qualitatif que quantitatif (rapport de réalisation).

7. Suivi de la clause d'insertion

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du/de la facilitateur.rice.
- A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le.a facilitateur.rice. Elle est mise en place après notification du marché dans un délai de 3 mois maximum et s'inscrit lors de la réunion de démarrage ou de lancement ou peut être spécifique à la clause sociale. Durant toute la période d'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage et le.a facilitateur.rice peuvent organiser avec le titulaire des réunions de suivi de la clause d'insertion.
- Le titulaire transmet au/à la facilitateur.rice tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale. Ils peuvent comporter des justificatifs en lien avec l'éligibilité des publics, les missions confiées et les heures réalisées (fiche de relevé d'heures). La fiche de relevé des heures sera adressée à ATOUT Clauses mensuellement avant le 15 de chaque mois (marché de travaux), ou au plus tard trimestriellement pour les marchés de services, par la structure porteuse du contrat de travail du/de la salarié.e à l'adresse mail suivante : clausesociale.fiche@atoutclauses.fr

8. Protection des données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à ATOUT CLAUSES. Ces données seront traitées dans le logiciel « Up Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. ATOUT CLAUSES est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1^{er} jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée.
OU /ET
- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.
- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à h.loizeau@atoutclauses.fr ou par courrier à notre Déléguée à la protection des données (DPO) : Madame LOIZEAU Hanitriinaia, Le Quadri 47 avenue des Pays-Bas 35 200 RENNES

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.8 OBLIGATION D'EMPLOI

Dans le cadre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, l'Université peut déclarer les dépenses issues de contrat avec des entreprises adaptées, des centres de distribution de travail à domicile, des établissements ou services d'aide par le travail, des travailleurs indépendants handicapés reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi. À cet effet, le Titulaire est tenu de fournir annuellement le montant total TTC des factures payées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N-1, déduction faite des coûts des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de vente.

De manière générale, le titulaire est tenu de fournir à l'Université tous les éléments nécessaires au calcul des unités déductibles dans le cadre du calcul de sa contribution FIPHP.

1.9 OBLIGATION DE REPRISE DU PERSONNEL

Pour les LOTS N° 1, N° 4, et N° 5 conformément à la Convention collective nationale des entreprises de propreté en vigueur, le titulaire s'engage à reprendre le personnel du titulaire du marché en place, avant la date de démarrage des prestations. Les informations relatives à **la liste des personnes à reprendre sont annexées au présent CCAP (Annexe 1.1 pour les lots 1 et 4, Annexe 1.2 pour le lot 5).**

En outre, trois (3) mois avant la fin d'exécution du présent marché ou en cas de rupture du contrat pour quelque cause que ce soit, le titulaire doit fournir les données relatives à la masse salariale à jour sur simple demande du pouvoir adjudicateur, aux fins de relancer une procédure de consultation.

La succession d'employeurs ainsi que la reprise se font conformément à la législation en vigueur.

1.10 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Consciente de l'impérieuse nécessité qu'il y a à concilier protection de l'environnement, croissance économique et responsabilité sociale, l'Université de Rennes s'est engagée dans une démarche de développement durable.

Ainsi l'Université de Rennes déploie depuis plusieurs années des actions visant notamment à améliorer son impact environnemental et social dans l'exécution des prestations d'hygiène et d'entretien de ses locaux.

Dans la présente consultation, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments prenant en compte les objectifs de développement durable comme décrits dans le CCTP.

Le CCTP décrit la méthode de pré-imprégnation avec l'utilisation d'un produit éco-labellisé. Cette technique de nettoyage à plat permet une économie d'eau substantielle, une forte réduction de déchets par l'usage de lavettes lavables ainsi qu'une diminution de la pénibilité du travail des agents d'entretien en allégeant les chariots.

Concernant la fourniture de produits d'entretien, lorsque les CCTP de la consultation la prévoit, les candidats s'engagent à proposer des produits ecolabellisés.

1.11 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Le candidat doit s'être rendu compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des prestations et ne pourra en aucun cas alléguer d'une mauvaise information.

A cet effet, une visite des différents types de locaux est obligatoire. Pour les modalités de l'organisation de la visite, le candidat se référera aux CCTP.

L'attestation de visite devra être transmise par le candidat à l'appui de son offre, sous peine de voir déclarer son offre irrégulière.

1.12 DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre entre en vigueur le 2 mai 2026 ou à compter de la date de sa notification, si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2026.

La durée initiale de l'accord-cadre est de 2 ans à compter de sa date de prise d'effet.

Il est prévu la possibilité de 2 reconductions à la date anniversaire des marchés pour une durée d'une année supplémentaire par reconduction tacite, sans que la durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Sauf stipulation contraire, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le(s) marché(s) concerné(s) en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois minimums avant la date anniversaire des marchés.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.13 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est l'opération par laquelle le « Titulaire » confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée « Sous-traitant », l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Art. L2193-2 du code de la commande publique.

Rappel : les marchés publics ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance totale cf. phrase 2 de l'article L.2193-3 du code de la commande publique.

1.13.1 Sous-traitance directe

Le Titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du Sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC cf. Art.R.2193-10 du code de la commande publique.

Le Sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le l'Université de Rennes.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4, L.2193-5, R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (Article 41.1 du CCAG-FCS).

1.13.2 Sous-traitance indirecte

Compte tenu de la nature des prestations, la sous-traitance indirecte n'est pas autorisée.

1.14 MARCHE COMPLEMENTAIRE POUR REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Suivant les dispositions de l'Article R2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché complémentaire seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des prestations à réaliser ;
- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché complémentaire de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1.1 Pièces générales

Les pièces générales ci-après ne sont pas jointes au dossier de marché mais le Titulaire déclare les connaître et reconnaître leur caractère contractuel.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0 tel que défini au présent CCAP et, notamment :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021

2.1.2 Pièces particulières

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent CCAP, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant
- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots et leurs annexes applicables aux prestations objet du marché.
- Attestation de visite des locaux
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les bons de commande adressés par le Maître d'Ouvrage au Titulaire
- Les devis adressés par le Titulaire au Maître d'Ouvrage le cas échéant

2.2 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Dès la signature et la transmission du marché au contrôle de légalité, le maître d'ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire, sur sa demande, une copie certifiée conforme de l'original du marché portant la mention « exemplaire unique ». Il en est de même dès leur signature et transmission, pour les avenants et les actes spéciaux.

Le maître d'ouvrage délivre, également sans frais, les pièces qui sont nécessaires au mandataire du groupement, aux cotraitants groupés et aux sous-traitants payés directement, pour la cession de leurs créances.

3. EVOLUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché d'apporter des modifications sur les produits/matériels nécessaires à l'exécution des prestations prévus au marché, cela en vue de leur amélioration. Les conditions ci-après doivent cependant être respectées.

Toute disparition d'un produits/matériel prévu au présent marché fait l'objet d'une proposition de remplacement par le titulaire, sous réserve qu'il s'agisse d'un produits/matériel au moins équivalent à celui du produits/matériel remplacé et respectant les normes en vigueur. Le prix des produits/matériels concernés doit être, au plus, égal aux prix de ceux prévus initialement dans le l'offre initiale du fournisseur.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu d'informer la DIL de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur les produits/matériels nécessaires à l'exécution du marché et de demander un accord, au minimum un mois à l'avance et par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si aucune observation n'a été formulée dans le délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier, les nouveaux produits/matériels, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

4. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique et conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre comporte une clause de réexamen.

En cours d'exécution, l'établissement se réserve la possibilité de modifier le périmètre et/ou les prestations prévues initialement pour chaque lot, en vue d'assurer la continuité de ses missions de service public.

Cette modification n'est possible que dans les conditions suivantes :

- D'ajout de services ou établissements bénéficiaires ;
- D'ajouts ou retraits de sites ;
- D'ajouts ou retraits de surfaces/locaux ;
- Prestations définies lors de réunions avec le titulaire organisées à la demande des responsables de campus en vue de réorganiser, ajuster, moduler la prestation sur certains ou la totalité des sites ;
- Prestations estivales à la demande des responsables de campus ;
- Prestations ponctuelles à la demande des responsables de campus ;
- Prestations justifiées par la fermeture, l'extension d'un site, un départ en retraite ou non-remplacement d'un poste salarié de l'établissement ;
- Régularisation de prestations déjà réalisées mais non initialement prévues à l'accord-cadre ;
- Ajustements devenus nécessaires de la clause relative aux révisions.

La modification du périmètre et/ou des prestations prévues initialement pourra être à la hausse comme à la baisse.

L'établissement communique alors par courriel au titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant au contrat ou d'un bon de commande en cas de prestations ponctuelles. Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour la lui retourner complétée et signée.

L'acceptation de l'avenant ou de bon de commande par l'établissement sera matérialisée par la signature de son représentant légal ou son délégué et par sa notification auprès du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuse cette demande de modification, il doit présenter par écrit les raisons qui selon lui s'opposent à cette opération. Si les motifs présentés par le titulaire ne paraissent pas recevables, l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le contrat, par dérogation aux articles 38 à 43 du CCAG FCS.

Pour tout ajout, le descriptif des locaux/surfaces à ajouter est envoyé par l'acheteur au titulaire afin qu'il établisse le chiffrage de sa prestation (si nécessaire après échange d'informations complémentaires ou visite sur site). Le prix de la prestation est établi au regard :

- du prix moyen par m² et/ou surfaces équivalentes initialement référencés dans le marché
- des conditions de prix du BPU le cas échéant

Les retraits de surfaces/locaux font l'objet d'une information du titulaire précisant les équipements concernés et la date d'effet. Si le retrait intervient en cours d'année, la facturation sera proratisée en fonction de la date de retrait (le trimestre en cours sera dû dans tous les cas).

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

DESIGNATION DES DOCUMENTS	DELAIS
Justifications d'assurance	Immédiat et à compter de la notification de l'acceptation du marché.
Liste nominative des travailleurs	15 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché.
Liste nominative du personnel d'encadrement	15 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché.
Calendrier mensuel des prestations	20 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché.
Liste des matériels	20 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché.
Liste des produits avec fiche technique (composition) détaillée	20 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché.

Les documents listés ci-dessus devront être communiqués conjointement à : achats@listes.univ-rennes.fr et :

➤ **Pour les LOT N° 01, 02, et 03 :**

Isabelle VECKMAN et Tushita RAMKARAN, Coordinatrices hygiène des locaux

Courriel : coordonateur-hygiene-locaux@univ-rennes.fr

➤ **Pour le LOT N° 04 :**

Hélène CARTAUD, Gestionnaire Paimpont

Courriel : helene.cartaud@univ-rennes.fr

➤ **Pour le LOT N° 05 :**

Hugues MARLIER, Chef d'exploitation

Courriel : hugues.marlier@univ-rennes1.fr

➤ **Pour le LOT N° 06 :**

Serge LE FLECHER, Service Immobilier Logistique Prévention

Courriel : serge.le-flecher@enssat.fr

Séverine HAESAERT, Service Immobilier Logistique Prévention

Courriel : severine.haesaert@univ-rennes.fr

5.2 ORGANISATION DU PRESTATAIRE

5.2.1 Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites seront définis avec précision, que les prestations à réaliser soient quotidiennes, hebdomadaires, ou selon la périodicité indiquée dans les tableaux du CCTP pour chacun des lots concernés. Le titulaire précisera la répartition quotidienne et hebdomadaire, bihebdomadaire des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations. De même il donnera avec précision la répartition des effectifs lors d'opérations plus ponctuelles de type mensuel, bimestriel trimestriel, semestriel, annuel ou autre défini dans le CCTP et en conformité avec les éléments indiqués au CCTP. Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il proposera.

5.2.2 Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il devra se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

5.2.3 Calendrier mensuel des prestations

Le titulaire devra soumettre au visa de la personne publique, dans les délais fixés à l'article 5.1 du présent CCAP, le calendrier mensuel des prestations à exécuter, établi selon le cadre fixé par la personne publique.

5.2.4 Accès aux locaux et équipements

La personne publique dotera le titulaire de clés, cartes ou badges, en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

ATTENTION :

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt la personne publique des exemplaires manquants par voie écrite, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.

En cas de perte d'un pass général de campus, nécessitant le changement des cylindres de toutes les portes de ce campus, le titulaire avisera impérativement en parallèle son assureur ainsi que le Pôle des Achats de cette perte par voie écrite. Le titulaire sera facturé du montant des changements de cylindres à opérer par notification écrite de l'Université de Rennes.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à la personne publique les clés et cartes confiées initialement.

5.2.5 Locaux, matériels et prestations mis à la disposition du titulaire

Le titulaire devra soumettre à la personne publique, dans le délai fixé, le projet de ses installations.

Locaux

Les locaux seront mis gratuitement à la disposition du titulaire.

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de la personne publique, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation seront facturées au titulaire.

Matériels et fournitures

POUR LE LOT 1, 2, et 4 : Le matériel et les consommables définis en PSE 1 et PSE 2 seront à fournir par le titulaire pour le cas où ces PSE sont retenues par l'Université à la signature du marché. Le matériel devra être conforme aux normes techniques et environnementales en vigueur.

POUR LES LOTS 3, 5, et 6 : Le matériel sera à fournir par le titulaire ainsi que tous les consommables (produits nettoyants, papiers toilettes, savons, essuie-mains). Le matériel devra être conforme aux normes techniques et environnementales en vigueur.

Prestations

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par la personne publique.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par la personne publique

5.2.6 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, pour fait de grève de son personnel, ou de mouvements divers sur les campus (occupations des lieux, grèves etc.) le titulaire sera tenu d'assurer obligatoirement les prescriptions définies par la personne publique, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité.

5.2.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Sécurité

Les campus étant des sites ouverts sur l'extérieur, il appartient au titulaire de prendre toutes les précautions et mesures nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel au cours de l'exécution des prestations.

Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. Ces titres devront être fournis au représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'Université de Rennes.

Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours après notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste sera tenue à jour mensuellement.

Le titulaire se porte garant de la discrétion de son personnel et doit informer ce dernier de son obligation de confidentialité et de respect du secret concernant tout renseignement parvenu à sa connaissance à l'occasion de son travail sur le site. Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS le non-respect d'une clause d'obligation de discrétion peut être une cause de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Comportement du personnel

Le titulaire se porte garant de la discrétion de son personnel et doit informer ce dernier de son obligation de confidentialité et de respect du secret concernant tout renseignement parvenu à sa connaissance à l'occasion de son travail sur le site. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses préposés.

Le titulaire devra s'assurer que son personnel est en mesure de comprendre la langue française. Si nécessaire, il prendra les mesures qui lui permettront de comprendre les consignes qui lui sont données en cette langue.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le personnel en cause devra sur simple demande de l'administration, être retiré du site.

Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumettra, d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Vêtement de travail

Tous les agents intervenants pour le compte du titulaire dans les locaux de l'Administration, y compris le personnel d'encadrement doivent en permanence porter la tenue vestimentaire de la société et agréée par l'Université de Rennes I de même qu'un badge bien visible personnalisé indiquant leur nom, leur prénom, le nom de leur entreprise ainsi que la mention de leur fonction. Aucun agent ne sera admis dans les locaux de l'Administration s'il n'est muni distinctement de son badge portant les indications définies ci-dessus (toutes les mentions légales doivent y figurer).

En cas de changement de dénomination en cours de marché, le titulaire doit modifier les badges en conséquence.

5.3 DESIGNATION D'INTERLOCUTEURS PRIVILEGES

Titulaire du marché

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire du marché s'engage à fournir, après acceptation de son offre, les coordonnées précises (NOM, Prénom, qualité, téléphone, fax, adresse électronique) d'un correspondant privilégié de l'entreprise avec l'Université de RENNES.

Ce représentant devra être joignable facilement par le représentant du campus de l'Université de RENNES sur les horaires de travail (de 9h00 à 12 h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à l'Université de RENNES, par Courriel : coordinateur-hygiene-locaux@univ-rennes.fr pour le lot N° 1 et pour les autres lots aux points de contact indiqués à l'article 5.1 dans les plus brefs délais.

Correspondances

Toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution du marché devra être signalée, par écrit, auprès de :

Sonia BODIN – Responsable Pôle Services de Proximité de la DIL : anne-laure.dossou@univ-rennes.fr

5.4 MODALITES DE COMMANDE

Les commandes sont établies par les différents services utilisateurs de l'Université Rennes au moyen de bons de commande indiquant :

- Le numéro et l'intitulé du marché.
- Le numéro de commande.
- La référence aux prix du marché et l'intitulé.
- La désignation du service ou du laboratoire sollicitant les prestations.
- La désignation du service ou du laboratoire destinataire de la facture.
- La désignation des prestations à effectuer.
- Le lieu, la date et le délai d'exécution des prestations.
- Le montant total Hors - Taxes, le montant de la TVA en vigueur, le montant total Toutes Taxes Comprises.
- La signature de l'Ordonnateur de la commande.

Aucune commande émise par une autre personne que l'ordonnateur habilité ne devra être acceptée par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.5 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur qui constate que le titulaire du marché ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux bons de commande, lui adressera un courrier de mise en garde d'y satisfaire dans un délai de 10 jours. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas déféré à la mise en garde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier l'exécution des travaux à un autre entrepreneur aux frais et risques du titulaire.

Il s'en suivra le paiement, par l'entrepreneur défaillant, de la différence entre ce qui aurait dû être réglé et de ce qui sera réglé, cette somme fait l'objet d'un procès-verbal de constat des ouvrages exécutés dressé contradictoirement. Sur cette base le décompte de liquidation est établi.

D'autre part, si les difficultés de respect des délais présentent un caractère récurrent, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le titulaire ne puisse réclamer aucune indemnité financière.

5.6 PRESTATIONS NON PREVUS AU CONTRAT

Les prestations autres que ceux qui font l'objet du contrat font l'objet de devis de l'entreprise dont le montant est débattu entre les deux parties. Ce devis précise la totalité des prestations avec leur prix unitaire et le coût de la main d'œuvre (quantité et prix unitaire). Ces prestations font l'objet de facturations distinctes et sont réalisées sur production d'un bon de commande établi par le Maître d'Ouvrage.

6. PRIX ET REGLEMENT

6.1 FORME DES PRIX

6.1.1 Pour les lots 1 et 4

Les prix des prestations de nettoyage sont établis sur la base des prix unitaires indiqués :

- Dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), en annexe 1.1 de l'Acte d'Engagement, pour les prestations récurrentes et/ou programmées au forfait.
Le montant global forfaitaire annuelle de la prestation est reporté en D1 de l'Acte d'Engagement.
- dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en annexe 1.2 du présent Acte d'Engagement, pour les prestations ponctuelles réalisées sur bon de commande.

6.1.2 Pour le lot 2

Les prix des prestations de nettoyage sont établis sur la base des prix unitaires indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), en annexe 1 du présent Acte d'Engagement, pour les prestations récurrentes et/ou programmées au forfait.

Le montant global forfaitaire annuelle de la prestation est reporté en D1 de l'Acte d'Engagement.

6.1.3 Pour le lot 3

Les prix des prestations de nettoyage sont établis sur la base des prix unitaires indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en annexe 1 du présent Acte d'Engagement, pour les prestations ponctuelles réalisées sur bon de commande.

6.1.4 Pour les lots 5 et 6

Les prix des prestations de nettoyage sont établis sur la base du montant global forfaitaire annuelle de la prestation en D1 de l'Acte d'Engagement.

6.1.5 Réfaction sur facture

Les surfaces en travaux seront indiquées au prestataire avec un préavis d'1 mois et une réfaction sur facture sera appliquée selon les lignes de la DPGF.

6.2 CONTENU DES PRIX DU TITULAIRE

Cf. articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS

6.3 PRIX NOUVEAU

Si les prestations à réaliser nécessitent des interventions non prévues dans le BPU, le titulaire les intègre dans son devis (exemple : absence de code article BPU) ; le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau", fixé en fonction des conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix. Le maître d'ouvrage s'assure que le nouveau prix proposé est économiquement le plus avantageux.

Ce nouveau prix devient définitif dès que le bon de commande a été notifié au titulaire. Ce nouveau prix est intégré à la liste des prix du bordereau des prix unitaire.

Les prix nouveaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du projet de commande.

6.4 VARIATION DANS LES PRIX

6.4.1 Type de variation

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché

6.4.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base du mois de la date limite de remise de l'offre finale par le titulaire, suite à une éventuelle négociation, appelé "mois zéro" : m0.

6.4.3 Modalités de variation des prix

Mode opératoire de la demande de révision :

- Le titulaire envoie sa demande de révision par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Elle est adressée au Pôle des Achats (2 Rue du Thabor, CS46510, 35065 RENNES Cedex - achats@listes.univ-rennes.fr), au plus tard un mois avant la date anniversaire, sur la base du dernier indice connu lors de la demande ;
- L'Université examine cette demande et si elle est conforme aux modalités décrites ci-dessous la valide par certificat signé du Président. Dans le cas contraire, il sera demandé au titulaire d'opérer une mise en conformité de cette demande avant accord.

Modalités de la révision :

Indice retenu : <https://index-proprete.fr/#simulation>

Pour déterminer le prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après :

$$P_n = P_0 \times I_n / I_0$$

dans laquelle :

P_n : prix révisé de l'année n

P_0 : prix m_0

I_n : dernier index propreté connu lors de la demande de révision

I_0 : index propreté m_0

6.4.4 Clause de sauvegarde

L'Université de Rennes se réserve la faculté de résilier le marché, sans qu'aucune indemnité ne soit redevable à ce titre – si la révision du prix mène à une augmentation égale ou supérieure à 5% pour l'année, auquel cas la résiliation prendrait effet de plein droit à la date de révision.

6.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Les bons de commande > 50 000 € HT et pour lesquels le délai d'exécution est supérieur à 2 mois pourront faire l'objet d'une avance.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance.

Le taux de l'avance est de 30% au regard des dispositions du Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11, R2191-12, et R2191-19 du code de la commande publique.

Retenue de garantie :

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.6 MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES**6.6.1 Paiements**

Le montant forfaitaire correspondant à la DPGF fera l'objet d'une facturation mensuelle pour chaque site.

Les factures devront être établies à terme échu et tiendront compte des révisions de prix éventuelles telles que définies à l'article 6.4.

Les commandes sur BPU feront l'objet d'une facturation après service fait.

Chaque prestation hors forfait est affectée d'un code dont il sera fait référence à chaque établissement de facture.

Elles devront rappeler les références du marché, indiquer la période d'exécution des prestations, mentionner les éléments de calcul de la révision de prix (indices des mois considérés) en indiquant la décomposition du prix par zone selon la DPGF (pour les prestations récurrentes et/ou programmées au forfait) ou le BPU (pour les prestations ponctuelles réalisées sur bon de commande) en annexe à l'Acte d'Engagement.

Les factures seront établies en 1 exemplaire.

6.6.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- **le numéro du bon de commande**
- **le numéro et la date du marché ou de l'éventuel avenant ;**
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- le prix des prestations accessoires, le taux et le montant de la T.V.A. ;

- le code prestation et/ou fourniture pour les prestations hors forfait sur BPU ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

6.6.3 Facturation électronique

Le Maître d'ouvrage pourra décider de procéder, s'il l'estime nécessaire, à la facturation électronique à ses frais. Pour cela, il aura prévu l'utilisation d'un service électronique (plate-forme) de traitement, d'archivage et d'échange d'informations de son choix, mis en œuvre pour la gestion de tous les marchés de l'opération.

Le Titulaire et ses Sous-traitants de premier rang éventuels, s'ils sont soumis à l'obligation de transmettre leurs factures par voie dématérialisée, devront transmettre leurs factures via « chorus portail pro » en parallèle de leur envoi via la plate-forme choisie pour la facturation électronique par le Maître d'Ouvrage.

6.6.4 Modalités de facturation

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante : ac-sfacturier@univ-rennes.fr

Adresse :

Université de Rennes
Campus de Beaulieu
263 avenue du Général Leclerc
CS 74205 - 35042 RENNES

Identifiants :

N° SIREN : 130030513
N° SIRET : 13003051300019
Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513
Numéro UAI : 0353074B

6.7 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS

6.7.1 Co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

6.7.2 Sous-traitants

Cf. Article 1.6 du présent CCAP.

6.8 DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

6.9 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les- intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7. RECEPTION ET GARANTIES

7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 27 du CCAG-FCS

Les contrôles seront effectués par le responsable de campus ou par son mandataire. Ils seront destinés à vérifier la bonne exécution des prestations dans le respect du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Ce contrôle, par et sur l'initiative de l'Administration, s'effectuera par sondage. Il sera réputé représentatif de la totalité du service réalisé sur une zone.

7.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 28 du CCAG-FCS

7.3 DECISION APRES VERIFICATION

Cf. Article 29 du CCAG-FCS

7.4 ADMISSION DES PRESTATIONS

Cf. Article 30 du CCAG-FCS

7.5 TRANSFERT DE PROPRIETE

Cf. Article 31 du CCAG-FCS

7.6 GARANTIES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, il n'y a pas de garantie.

8. PLANNING DES INTERVENTION PROGRAMMEES

Cf article 2.3.2 du CCTP lot 1, lot 2, et lot 4

Cf article 2.2 et annexe 1 du CCTP lot 5

Cf article IV et annexe 1 du CCTP lot 6

9. PENALITES

9.1 GENERALITES SUR LES PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG-FCS, il n'y aucune exonération des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du Titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités, il invite par écrit (mise en demeure) le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours calendaires. Le Maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les manquements et/ou retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

La vocation des pénalités est, avant son aspect coercitif, pensé comme un dispositif incitatif mis en place de façon à renforcer la vigilance du titulaire sur des aspects sensibles de la prestation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Université de Rennes se réserve la possibilité de renoncer à la mise en oeuvre de tout ou partie des pénalités évoquées ci-dessous.

9.2 PENALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

9.2.1 Défaut de prestation tous lots : (85 € HT)

Lors d'un contrôle de prestation, lorsque le résultat d'une typologie de locaux (ex : sanitaires) sera inférieur à 85%, il sera appliqué la pénalité correspondante.

9.2.2 Absence de prestation tous lots : (150 € HT)

Lors d'un constat d'une absence de prestation, il sera appliquée la pénalité correspondante.

9.2.3 Approvisionnement en consommable tous lots : (50 € HT)

Lors d'un contrôle, lorsque sera constaté un manque de consommable (chiffon tableau, essuie-mains, gel hydroalcoolique, papier hygiénique, savon, etc), il sera appliqué la pénalité correspondante.

9.2.4 Défaut de tenue identifiée tous lots : (50 € HT)

Lorsqu'il sera constaté un agent sans tenue identifiée, il sera appliqué la pénalité correspondante.

9.2.5 Pénalités de non-réalisation de l'objectif d'insertion sociale (Lot 1)

Difficultés d'exécution :

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au/à la facilitateur.rice en charge du suivi de la clause sociale toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le.a facilitateur.rice, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Pénalités

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50 euros par heure non réalisée
Non-respect du nombre d'heures de formation	60 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion	300 euros
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 euros par jour de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

9.3 TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé, celui-ci encourt une pénalité conformément à l'article L.8222-6 du même Code, qui est appliquée dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur notifie une mise en demeure au Titulaire afin de faire cesser l'irrégularité. Le délai laissé au Titulaire pour régulariser la situation et répondre au pouvoir adjudicateur en apportant la preuve de cette régularisation est de 15 jours calendaires. A défaut de correction des irrégularités dans le délai précité, une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 % du montant du marché HT sera appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.4 ABSENCE DE PORT DU BADGE

Pénalité de 75 € TTC par jour.

9.5 NON-RESPECT DE L'INTERDICTION DE FUMER

Pénalité de 75 € TTC par infraction.

10. RESILIATION DU MARCHÉ

Cf. Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint, lorsque le mandataire initial est défaillant eu égard à ses obligations, il appartient au groupement de désigner un mandataire parmi eux. En l'absence de cette désignation dans un délai de 30 jours calendaires, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante du marché devient d'office le nouveau mandataire du groupement.

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La personne publique se réserve le droit de prononcer la résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, et les surcoûts éventuels dans le respect conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût éventuel supporté par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

11. ASSURANCES

11.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il a souscrit :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Les attestations doivent être valables en date d'ouverture du chantier pour les activités objet de son marché.

Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou main levée de caution ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les attestations d'assurance contractuelle ou légale.

Cf. Article 9 du CCAG-FCS.

11.2 ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Responsabilité civile.

12. CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES

12.1 CONFIDENTIALITE

En participant à cette mission, le Titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations commerciales, économiques ou administratives. Il s'engage à ne rien divulguer à l'extérieur sans accord formel du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, données, illustrations, documents et décisions dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent Marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation du Marché aux torts du Titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage au Titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

12.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Cf. Articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

12.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

13. DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE

L'acheteur public pourra se réserver la possibilité de faire appel à un autre prestataire non titulaire pour des prestations ponctuelles et dans les circonstances exceptionnelles et les cas strictement justifiés suivants :

- Impossibilité pour le titulaire de répondre à une demande de devis dans des délais raisonnables ;
- Impossibilité d'intervenir dans des délais raisonnables pour une prestation décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Lorsque les prestations demandées excèdent le cadre des opérations de contrôle régulières et habituelles, tel que décrit dans le cahier des charges techniques ;
- Lorsque la maîtrise d'ouvrage (MOA) considère que l'intervention d'un autre prestataire pour ces prestations hors forfait est nécessaire pour des raisons de spécialisation, d'urgence ou d'optimisation des coûts ;
- En cas d'indisponibilité momentanée du titulaire, avec l'accord préalable de la MOA, pour des prestations qui ne peuvent pas être reportées sans préjudice pour l'ouvrage concerné.

14. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation. Cf Article 46.2 du CCAG-FCS.

Si le Titulaire saisit le tribunal administratif dans le cadre d'une procédure contentieuse, il ne pourra porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation. Cf. Article 46.5 du CCAG-FCS.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 – Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Cf. Article 55.2 du CCAG Travaux.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
 Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
 44042 NANTES Cedex 1
 Tél : 02 53 46 79 83 / 06 60 48 98 89
 Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

15. DEROGATION CCAG FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
Clause de réexamen	4	38 à 43
Défaillance de l'entreprise	5.5	45
Garantie contractuelles	7.6	33
Pénalités	9.1	14.1.2

Pénalités	9.1	14.1.3
-----------	-----	--------